

Burundi : le conseil national de sécurité exige l'arrêt immédiat des manifestations

@rib News, 09/05/2015 – Source Xinhua – Le conseil national de sécurité (CNS) du Burundi exige l'arrêt immédiat des manifestations, a déclaré samedi à Bujumbura M. Gabriel Nizigama, ministre burundais de la Sécurité Publique. Depuis le 26 avril dernier, le gouvernement burundais est en proie à un mouvement protestataire contre le 3^e mandat présidentiel du président burundais Pierre Nkurunziza. Les partis politiques d'opposition et les organisations de la société civile (OSC), reprochent au président Nkurunziza, d'avoir violé l'Accord d'Arusha pour la Paix et la Réconciliation d'Arusha (AAPRB) d'août 2000.

"Dans le souci de ramener la paix et la sécurité dans les zones touchées par cette insurrection, le CNS recommande à l'administration des communes touchées par le mouvement, de faire respecter scrupuleusement, la loi régissant les manifestations et réunions publiques, ainsi que le décret portant ouverture de la campagne électorale", a précisé le ministre Nizigama, lisant le compte-rendu d'une réunion que venait de tenir le CNS pour faire le point sur la situation politico-sécuritaire en cette période électorale. Le CNS a ordonné la mise en place d'un comité de crise dans chaque commune, composé par des représentants de l'administration et des responsables des corps de défense et de sécurité. L'institution, a rapporté par ailleurs le ministre Nizigama, a recommandé la redynamisation des comités mixtes quadripartites (population-forces de l'ordre-administration territoriale-appareil judiciaire) et la restauration de l'autorité administrative. En même temps, le gouvernement du président Nkurunziza a interdit aux populations résidant dans les localités touchées par les manifestations, de faire des rondes nocturnes. Les corps de défense et de sécurité, a-t-il poursuivi, ont reçu aussi l'instruction de renforcer la sécurité des lieux de travail et des points stratégiques d'intérêt public et économique, faire le contrôle des mouvements de populations et de la régularité des étrangers et de récupérer toutes les armes détenu illégalement sur tout le territoire national burundais. Toutefois, Frédéric Bamvuginyumvira, vice-président du Front pour la Démocratie au Burundi (FRODEBU), a demandé, au nom des organisateurs du mouvement protestataire, de marquer une pause ce samedi pour se reposer et enterrer les personnes mortes à l'occasion des manifestations. En revanche, il n'a rien donné aucune consigne aux manifestants sur leur comportement du dimanche 10 mai 2015, date à laquelle vont commencer officiellement les opérations de propagande électorale pour les législatives et les communales du 26 mai 2015. Le Burundi organise également une élection présidentielle le 26 juin prochain, un scrutin qui pourrait voir la participation de la candidature controversée du président Nkurunziza, si jamais celui-ci ne désiste pas en cédant aux pressions nationales et internationales. Signalons qu'un sommet des pays membres de l'East African Community (EAC), est prévu mercredi à Dar-Es-Salaam pour se pencher sur la nouvelle crise politico-sécuritaire burundaise consécutive à la désignation du président Nkurunziza pour un 3^e mandat présidentiel. Le président Nkurunziza, a promis d'y participer personnellement, en réaction à l'invitation que lui avaient apportée jeudi dernier les ministres des Affaires Étrangères du Rwanda, de la Tanzanie et du Kenya.